

DESCRIPTION DU PROJET DE RECHERCHE / MOVIDA

Les villes en transition : de nouveaux terrains de recherche interdisciplinaire – Le cas de la Fontaine d’Ouche »

La problématique de la transition socio-écologique, qui concerne tous les champs de l’activité humaine, est une préoccupation majeure à toutes les échelles de gouvernance. Face au changement climatique et à l’épuisement des ressources, Il convient d’envisager un changement anthropologique qui permettent de préserver notre planète tout en conciliant le progrès sociale et la performance économique (cf. Rapport de la commission Stiglitz¹). Les modèles de consommation des pays économiquement avancés, très dispendieux, se trouvent au cœur du problème, mais également nous l’espérons de la solution par le réveil progressif de la conscience écologique des individus et des sociétés. Dès lors, comment mobiliser les citoyens autour de conduites éco-responsables ? Nous souhaitons, au travers de l’appel à projet MOVIDA, identifier les leviers d’une consommation plus durable en les situant dans une dynamique territoriale observée à l’échelle d’un ou plusieurs petits territoires, qui seront autant de terrains d’expérimentation Cette démarche, qui articule plusieurs approches disciplinaires) entend éclairer les dimensions psycho-sociologiques et communicationnels de la consommation sans négliger les aspects géographiques et économiques.

Le choix d’un terrain commun et heuristique : Le quartier de la Fontaine d’Ouche à Dijon

Une « ville en transition » (Hopkins, 2005) est une cité dans laquelle se déroule une « initiative de transition », un processus impliquant la communauté urbaine et visant à assurer « la résilience » des citoyens² face aux défis, que représentent le pic pétrolier, l’hyper-consommation, la perte de la bio-diversité, le réchauffement climatique ou le désengagement social et politique. Si la résilience est la propriété des systèmes à retrouver leur équilibre après une perturbation, dans le cadre des cités, la résilience est par exemple la capacité d’une population à ne pas s’effondrer aux premiers signes d’une pénurie de pétrole ou de nourriture.

Sensibilisée aux enjeux de la ville en transition, engagée dans un Plan climat territorial et un programme de prévention des déchets avec l’ADEME, la municipalité de Dijon, a proposé à la Communauté scientifique et à l’ADEME de prendre comme terrain de recherche, le quartier urbain de la Fontaine d’ouche et de ses alentours (parc naturel et zone rurale), pour étudier les freins et les leviers des habitants de ce territoire, aux changements de comportements visant à une réduction des consommations énergétiques au niveau de la vie quotidienne des ménages, à travers les fonctions existentielles : se loger, se nourrir, se vêtir, se déplacer, être reconnu...Ce territoire péri-urbain nous a immédiatement semblé propice à l’étude interdisciplinaire que nous souhaitions mettre en place. Mais au-delà de la facilité d’accès au terrain d’investigation, la structure sociologique et géographique du quartier nous apparaît comme très originale. En effet, sur un territoire restreint et une population de 9600 habitants, le quartier de la Fontaine d’Ouche, nous permet d’intervenir sur des habitants appartenant à ce qu’il est convenu d’appeler la « classe populaire » et concentre donc tout ou partie de la problématique urbaine des quartiers bénéficiant d’un contrat urbain de cohésion sociale (CUCS). C’est bien la place des populations modestes et des plus vulnérables (fort poids des ouvriers et des employés, revenus inférieures à la médiane, population âgée, etc.)³ dans la transition écologique que

¹ Stiglitz J.E., Fen A., Fitoussi J.P.(Rapport de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social. CMEPSP, 14 septembre 2009. [http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf]

² Capacité à rebondir par rapport aux crises financières, économiques, sociale, politiques et écologiques.

³ Lecrenais Christine, 2011 – Regard sur les quartiers du Grands Dijon. Dossier Insee Bourgogne Dimensions n°56, mai 2011. [http://www.insee.fr/fr/insee_regions/bourgogne/themes/dossiers/dossier_56.pdf]

nous interrogerons ici. Cette problématique urbaine sera par ailleurs impactée par la dynamique collective en cours, sous l'impulsion de la municipalité, de diversification sociale du quartier. La prise en compte de la diversification sociale évitera le risque d'une approche socialement trop centrée, nous permettant de ne pas négliger l'étude une population de type « classe moyenne » résidant en habitat individuel au sein du quartier Fontaine. Par delà la dimension économique et sociale, l'originalité géographique de ce territoire nous apparaît très heuristique. En effet, le quartier englobe, en plus de ses zones urbaines, des zones naturelles qui pourraient être amenées à jouer un rôle dans les solutions de consommation ou de productions éco-responsables à envisager dans nos préconisations.

Ce quartier est actuellement au cœur d'une opération de renouvellement urbain (O.R.U.), dont l'objectif est d'améliorer le quotidien des habitants. La mairie de Dijon a lancé un questionnaire auprès des habitants à l'automne 2009, dans le but de faire participer tous les acteurs du quartier à son projet de rénovation urbaine (2007-2011). Cette grande consultation amorcée est un élément fondamental dans la libération de la parole et dans l'émergence d'une intelligence collective⁴. La consommation comme levier ou frein au comportement éco-citoyen sera d'autant mieux observable dans ce contexte. Les préconisations que nous pourrons fournir s'inscriront de fait dans une démarche participative déjà amorcée par tous les acteurs du quartier, notamment au travers des commissions de quartiers.

La diversité des habitants et de leur environnement direct, l'ensemble des mesures et des dispositifs visant à promouvoir la cohésion sociale et la protection de l'environnement, les possibilités de comparaisons socio-économiques, font du quartier de la Fontaine d'Ouche un laboratoire d'observation et d'expérimentation péri-urbain des pratiques de consommation éco-responsable.

Au delà de la facilité d'accès au terrain d'investigation, la structure sociologique et géographique du quartier nous apparaît comme très originale. En effet, sur un territoire restreint et une population de 9600 habitants, le quartier de la Fontaine d'Ouche, qui concentre tout ou partie de la problématique urbaine des quartiers dits « sensibles »⁵, nous permet d'intervenir sur des habitants appartenant à ce qu'il est convenu d'appeler la « classe populaire » tout en disposant d'une capacité à mobiliser une population de type « classe moyenne » résidant en habitat individuel. La place des populations les plus vulnérables dans la transition écologique est bien au cœur de notre projet, mais la diversité sociale du quartier est de notre point de vue un facteur essentiel de dynamique collective et un élément qui évitera le risque d'une approche socialement trop centrée. Par delà la dimension économique et sociale, l'originalité géographique de ce territoire nous apparaît très heuristique ; comme capacité à adapter les infrastructures dans un habitat mixte, collectif et individuel, englobant de surcroît en plus de ses zones urbaines, des zones naturelles qui pourraient jouer un rôle dans les solutions de consommation ou de productions éco-responsables à envisager dans nos préconisations.

Approche générale de notre recherche interdisciplinaire

Il s'agira d'évaluer la durabilité présente et à venir du quartier Fontaine par le prisme de l'analyse de leur pratiques et représentations consuméristes ; ces dernières étant prises dans un système et des stratégies d'acteurs institutionnels et organisationnels qu'il nous faudra également analyser. Notre hypothèse est donc la suivante : Les habitants des quartiers urbains dits sensibles manifestent des formes particulières de résilience par rapport aux problèmes rencontrés dans le cadre de la transition écologique, résilience dont les solutions concrètes résulteront de moyens d'accompagnement et de mobilisation innovants, qu'ils soient technologiques, organisationnels ou communicationnels. Pour se faire, nous proposons une intervention déclinée en 4 axes :

⁴ Par « *intelligence collective* », nous entendons les capacités cognitives et comportementales résultant des interactions multiples entre des membres d'un groupe ou d'un réseau. Sous certaines conditions particulières, *la synergie* créée par la collaboration fait émerger des facultés de représentation, d'apprentissage et de création supérieures à celles des individus isolés.

⁵ Selon les modèles de répartition sociale élaborés notamment par la Municipalité d'Amsterdam (2000).

- Axe 1 : une approche prospective des enjeux socio-économiques de la transition sur un territoire donné,
- Axe 2 : une étude des habitudes de consommation, de la place de la consommation dans la construction identitaire individuelle et collective éco-responsable .
- Axe 3 : une étude du rôle des producteurs, des distributeurs et des collectivités locales dans l'accompagnement participatif à cette transition socio-écologique
- Axe 4 : Une étude de la construction collective, de la diffusion voire de l'apprentissage des bonnes pratiques de consommation via des dispositifs communicationnels collaboratifs.

Nous revendiquons une approche interdisciplinaire opérant à un « méso-niveau », c'est-à-dire articulant un regard « micro » (dimension psychologique) et « macro » (dimension sociétale) sur le phénomène de la consommation durable. Pour se faire, nous appliquerons au phénomène de la consommation durable des problématiques et des méthodologies issues de la l'économie, de la géographie, de la psychosociologie et des Sciences de l'Information et de la communication. Cette approche interdisciplinaire n'est pas sans rappeler la méthodologie de Recherche-Action expérimentée par Egard Morin et ses collaborateurs à Plozévet, en Bretagne en 1960 puisqu'il s'agit bien de concentrer sur un seul objet un nombre conséquent de chercheurs venus d'horizons différents. Cette expérience collective de transition sera mise en relation avec d'autres exemples de villes en transition, menées dans différents lieux de France, d'Europe et du monde. Cela devrait permettre d'établir des échanges fructueux inter-universitaires et internationaux : modèles de la municipalité de Fribourg en Allemagne, Copenhague, Amsterdam ou encore Berne dans la Confédération Helvétique. Echanges déjà largement amorcés via la participation de la MSH Dijon, en partenariat avec la MSHE de Besançon, dans le cadre du réseau INTI (International Network of Territorial Intelligence).

Nous nous proposons donc d'étudier les comportements consuméristes des habitants du quartier Fontaine et de proposer une réponse à l'hypothèse générale de notre étude via quatre axes qu'il nous faudra articuler dans un contexte de consommation "passive" (involontaire) : 1) Une approche prospective de l'évolution du quartier de la Fontaine d'Ouche considéré comme 'espace de consommation soutenable'⁶; 2) l'étude du rôle de la construction identitaire individuelle et collective sur la mise en place des pratiques et des représentations de la consommation durable chez les habitants ; 3) Le rôle de tous les acteurs et régulateurs de la chaîne de production locale et régionale dans cette transition vers une consommation durable ; 4) Une étude sur les dispositifs socio-techniques collaboratifs et participatifs d'accompagnement des consommateurs du quartier à la transition socio-écologique.

Gestion du projet de recherche

Notre gestion de projet se fera de manière collégiale autour des 4 équipes de recherche dans lesquelles se répartissent les chercheurs. Une réunion de coordination de projet aura lieu tous les mois et rassemblera les chercheurs, notre partenaire l'ADEME, ainsi qu'un représentant de la municipalité. Au démarrage de l'étude, une présentation du projet sera menée auprès des acteurs du quartier. Elle rassemblera là aussi tous les partenaires de l'étude. Cette réunion aura pour but de faciliter l'accès terrain tout en impliquant les habitants, les entreprises, les commerçants, et les institutions publiques présentes sur le quartier. Nous envisageons que le rapport «bilan mi parcours », ainsi que le rapport final, fasse l'objet d'une restitution publique auprès des habitants du quartier et de tous les autres acteurs de la consommation éco-responsable de ce territoire.

Axe 1 : Le quartier Fontaine en perspective : un laboratoire de l'urbanisme durable ?

⁶ Collectivement "on" peut supporter les coûts induits sans nuire à une partie des citoyens (approvisionnement, communications, infrastructures).

Nous proposons ici de situer le quartier Fontaine dans la dynamique urbaine des décennies à venir en utilisant la démarche de prospective. L'objectif est de construire des images contrastées pour 2040 afin de faire ressortir les enjeux sociaux et environnementaux de ce type de quartier dans une agglomération que l'on peut qualifier de ville intermédiaire. Pour cela, nous prenons appui sur un travail réalisé dans le cadre du programme Territoires 2040 de la DATAR⁷, consacré spécifiquement aux villes intermédiaires et à leurs espaces de proximité. Nous en présentons rapidement les hypothèses essentielles pour envisager les possibilités de transcription de deux scénarios particulièrement adaptés au site particulier de Fontaine. Il s'agit d'un scénario qui met l'accent sur les tensions sociales propres à ce genre de contexte et d'un scénario qui met l'accent sur les conséquences d'un resserrement spatial des modes de production et de consommation. L'usage de cet outil prospectif peut être particulièrement adapté à la conduite d'une réflexion approfondie sur les représentations que les habitants de Fontaines se font des évolutions possibles et souhaitables pour leur quartier.

Les principales hypothèses à partir desquelles sont tracées les évolutions envisageables pour les villes intermédiaires ont en commun un renchérissement significatif des coûts de communication. La baisse historique des coûts de transport est stoppée et inversée, portant de lourdes conséquences en termes de localisation des populations et des entreprises. La logique d'agglomération par laquelle étaient valorisées les externalités spatiales cède la place à des processus de différenciation économique et sociale en mesure d'affecter en profondeur les villes intermédiaires. Les localités se démarqueront par des conditions d'accès aux commodités de base et par des structures de prix nettement distinctes. Le système spatial dans lequel s'inscrivent les villes intermédiaires se révélera déterminant par les facilités de production qu'il ouvrira pour tout ce qui touche les transports et les échanges, l'accès aux biens alimentaires et manufacturés, aux sources d'énergie et aux services environnementaux. Du point de vue des groupes sociaux, les plus aisés souffriront peu de ces variations, ayant investi les centres historiques et les sites remarquables d'accès facile, notamment périurbains ; en revanche, les classes populaires ressentiront d'autant plus l'impact du renchérissement des denrées de base qu'elles seront reléguées dans les zones les moins accessibles et les plus dégradées. On peut alors supposer deux formes générales d'évolution que nous appliquerons au cas particulier du quartier de la Fontaine d'Ouche, selon que l'on porte l'accent sur les différenciations socio-spatiales et la logique de « circuits courts » induite (scénario 1) ou sur les conditions d'approvisionnement et de consommation durable (scénario 2).

Dans le scénario du laboratoire social, la tendance à la différenciation sociale et culturelle des communes et des quartiers sera progressivement amplifiée par le durcissement des conditions d'échange et de mobilité. Aux comportements habituels de rapprochement entre semblables s'ajouteront des réactions aux difficultés du quotidien favorables aux solidarités internes du groupe d'appartenance. Tous les ingrédients du communautarisme seront ainsi réunis. Qu'il s'agisse d'une forme revendiquée ou d'une forme subie, dans le système spatial des villes intermédiaires, la taille réduite des communautés en question n'aboutira toutefois pas à la constitution de ghettos ni de formes sociales autonomes. Il y aura accentuation des différenciations socio-spatiales, mais celles-ci ne produiront pas d'exclusion ni de coupure radicale entre les groupes. Du fait de leur taille trop restreinte pour autoriser une auto-suffisance, la juxtaposition des communautés conservera suffisamment de perméabilité pour que les échanges soient non seulement possibles mais encore productifs et créatifs. On assistera, dans certaines villes intermédiaires administrées sur un mode volontaire et relativement participatif, à des initiatives en faveur de la création sociale qui pourront concerner tous les groupes et surtout les plus défavorisés. Ces communautés contraintes à l'inventivité seront notamment sources de nouvelles manières de produire et d'échanger, en jouant sur la proximité pour simplifier les circuits.

⁷ Le programme de prospective, lancé fin 2009, est composé de groupes qui abordent la dynamique d'évolution du territoire national selon 7 points de vue complémentaires, constituant des systèmes spatiaux qui contribuent aux transformations d'ensemble – les métropoles, les espaces de faible densité, etc. Le groupe des Villes intermédiaires a pris appui sur nos travaux au CESAER concernant notamment les relations ville-campagne.

Dans le scénario du laboratoire vert, la montée d'un impératif écologique encadrant les pratiques et contraignant tous les espaces, connaît une orientation particulière dans le système spatial des villes intermédiaires. Imaginons que l'on se rapproche d'une prise en compte effective des coûts collectifs des principales marchandises, par leur impact en émission de GES, en destruction de ressources non renouvelables et en modification de ressources renouvelables, les espaces d'échange seront inévitablement resserrés. Les pratiques de consommation s'orienteront vers une certaine sobriété, excluant rapidement tout produit à fort impact sur les biens collectifs, afin d'instaurer une consommation raisonnée pour éviter la diffusion de théories liées à une décroissance globalisée et unilatérale des systèmes en place. Sur le principe des Agenda 21 et des travaux collaboratifs élaborés dans le cadre de l'ICLEI (*Local Governments for Sustainability*), la combinaison des réalisations publiques et privées permettra d'atteindre un certain niveau de bouclage du système sur lui-même, par économie de flux entrants, recyclage des déchets ou réemploi des biens usagés. Toute une variété de réalisations marquera les sites selon leur histoire et leur position, leurs moyens et leurs politiques. Certaines localités, vives à réagir, gagneront en image, donc en attractivité, sur cette nouvelle modernité faite de sobriété et de volontarisme. D'autres auront privilégié les périmètres restreints et la défense des positions établies ; elles souffriront rapidement d'un épuisement des ressorts antérieurs de développement. Dans tous les cas, les effets des transformations sur la vie de la cité seront considérables, et le sort des groupes sociaux les moins bien lotis constituera toujours une réelle source de difficulté pour la réussite de la transition.

Les enjeux de ces scénarios sont globalement des enjeux de changement structurel, dont le système spatial des villes intermédiaires comme Dijon constitue un maillon essentiel. Le premier enjeu est celui de la combinaison d'un cadre imposé et de changements de pratiques acceptés. Il dépasse le cas des villes intermédiaires mais y trouve une transcription particulière, en proposant des solutions effectives, en fabriquant les conditions de l'adhésion et en gérant les différences sociales à l'origine ou en conséquence des mutations à l'œuvre. Cet enjeu est fondamentalement politique, rendu possible par la médiation scientifique. Le deuxième touche à l'innovation technologique et organisationnelle. La cohérence d'ensemble des nouveaux systèmes sociotechniques dépend de multiples inventions et améliorations des manières de produire et de consommer. La fonction de laboratoire des villes intermédiaires, et particulièrement de quartiers comme le quartier Fontaine à Dijon, repose sur la disposition des ressources, en particulier en termes de compétences, permettant la mise au point de solutions localisées. Le troisième enjeu concerne l'urbanisme en tant que capacité collective à organiser la circulation des hommes et des biens, mais aussi des informations et des idées. L'espace public demeure le support de ces passerelles où la liberté de passage sera de plus en plus difficile à préserver. De la fluidité préservée dépendent les opportunités de création et d'innovation sociale.

Methodologie :

De tels scénarios sont construits à dire d'expert, en confrontant la situation actuelle du système en question avec les processus qui permettent de penser les changements d'état. Ils ont l'avantage de schématiser en quelques figures synthétiques et relativement cohérentes la complexité des combinaisons possibles. Les images du futur urbain qu'ils permettront de projeter sur le quartier de la Fontaine D'Ouche en 2040 sont des outils que l'on pense utiliser en support d'échange dans le quartier. Il ne s'agit pas de rechercher le scénario le plus plausible ni le plus désirable, mais de faire jouer les tendances de demain pour éclairer les enjeux d'aujourd'hui. De façon pragmatique, des débats avec les comités de quartier permettront de recueillir les traits principaux des représentations des habitants face aux réalités sociales qu'ils vivent et aux transformations qu'ils appréhendent.

Axe 2 : La construction identitaire individuelle et collective autour des représentations et des pratiques de consommation éco-responsables chez les habitants de ce quartier

Contexte scientifique et objectifs

La recherche proposée dans cette phase s'inscrit essentiellement dans le champ de la psychologie sociale et plus précisément de la catégorisation sociale et de ses développements en termes d'identité et de stratégies de management identitaire. Ses résultats pourront servir à accompagner la municipalité dans les efforts menés pour endiguer les effets pervers d'un sentiment d'appartenance au territoire (le quartier, la rue, le bâtiment) qui se nourrit d'un sentiment violent d'exclusion.

Depuis Tajfel, de nombreuses recherches ont montré que la division d'un ensemble humain en sous-groupes avait pour effet d'introduire des distorsions dans la perception, dans l'évaluation et dans le comportement (Tajfel & Wilkes, 1963 ; Tajfel, Sheikh & Gardner, 1964 ; Tajfel, Billig, Bundy & Flament, 1971). Ces deux derniers effets ont été interprétés comme servant à renforcer l'estime de soi. En d'autres termes, les individus se définissant à travers leur appartenance groupale vont chercher à construire une identité sociale favorable en mettant en place un système de comparaison intergroupe favorable qui s'appuie sur les croyances sociales (e.g. Tajfel & Turner, 1979 ; voir aussi Ellemers, 1993) centrées sur la perméabilité des frontières des groupes, le statut relatif des groupes en présence, et la légitimité et la stabilité de ces relations liées au statut.

La Théorie de l'Auto-Catégorisation (Tajfel & Turner, 1986 ; Turner, Hogg, Oakes, Reicher & Wetherell, 1987) complexifie le modèle en positionnant l'identité sociale relativement à l'identité culturelle et l'identité individuelle. De fait, il existerait trois niveaux identitaires : le niveau supra-ordonné, qui se caractérise par la similarité des membres de l'univers de référence qu'il institue, le niveau intermédiaire, qui se caractérise par la mise en opposition des catégories les plus extrêmes, et le niveau subordonné, lieu d'émergence de l'identité personnelle caractérisée par la pluralité due aux particularités de chacun. Ainsi, le quartier permet l'expression d'une identité collective (niveau supra-ordonné). Le partage de ce territoire en termes d'occupation, d'investissement ou d'usage de lieux privilégiés⁸ permet également l'expression d'identités catégorielles (niveau intermédiaire). De même qu'à l'intérieur de ces quartiers se nouent des relations intimes renvoyant aux identités personnelles (niveau subordonné).

Cependant, les appartenances ne sont pas des paramètres figés qui s'imposent au sujet réduit à un rôle d'automate mais résultent d'une stratégie qu'il met en œuvre pour se valoriser, certaines voies, entre les différentes identités, étant moins résistantes que d'autres. Nous proposons, à la suite des travaux relatifs au quartier comme espace de consommation durable (groupe 1), d'explorer ces voies au vu de ce que le quartier permet comme identification (étude 1). Nous proposons également de mettre au jour les représentations de la consommation (étude 2) de manière à repérer les éléments facilitateurs et inhibiteurs de la consommation durable. En effet, il est aujourd'hui attesté que les éléments centraux sont des éléments plus résistants aux actions de communication que les éléments périphériques (Guimelli, 1989). Enfin, nous proposons de repérer les facteurs favorisant les mobilisations collectives des différentes identités (étude 3). Ainsi, il deviendra possible de dégager les conditions les plus propices à une action centrée sur le passage vers la consommation durable comme élément constitutif d'une identité « valorisable » dans un quartier comme Fontaine.

Description du projet, méthodologie

⁸ Structures sportives, MJC, lieu de culte, commerces particuliers...

Cette partie de la recherche se déroulera dans le quartier Fontaine d'Ouche à la suite des travaux prospectifs de la première phase, en parallèle de l'étude des acteurs de l'offre locale de biens de consommation durable et en préalable à l'analyse des dispositifs socio-techniques de la troisième. Il est évident que la thématique identitaire collective autour du quartier peut cristalliser des tensions liées à un sentiment d'appartenance territorial exacerbé. Les chercheurs impliqués dans cette phase, conscients que cet élément doit être scientifiquement questionné (cf niveau identitaire supra-ordonné), construiront une approche du terrain qui ne participera pas de ce risque d'exacerbation identitaire. Par ailleurs, le travail sur une identité collective de quartier « possible » construite sur l'idée d'une consommation plus responsable pourra servir de modèle de cohésion sociale et engager positivement les échanges avec les autres quartiers de la ville de Dijon.

- La première partie de l'étude permettra de repérer la fluidité/résistance à passer d'un niveau identitaire à un autre. Il s'agira, à partir d'un questionnaire RepMut⁹, de repérer d'une part les points d'identification groupale impossible et d'autre part les points d'identification facilitant. Nous interrogerons au minimum 100 personnes par groupe de pratique ciblée (raisonnablement 2 dans le cas du projet MOVIDA).

- La deuxième partie de l'étude permettra de mettre au jour la représentation de la consommation en général (ou d'un produit particulier) en fonction des identités. Il s'agira, à l'aide d'un questionnaire de représentation sociale (essentiellement basé sur de l'association verbale), plaçant chaque habitant soit comme représentant de son quartier, soit comme membre d'un des groupes de pratique identifiés comme pertinents dans la différenciation sociale, soit comme personne unique, de recueillir sa représentation de la consommation. Il s'agira aussi de recueillir la nature et la force du lien au produit testé. Nous interrogerons au minimum 100 personnes dans chaque modalité.

- La troisième partie de l'étude permettra de repérer les facteurs favorisant la mobilisation de tel ou tel type d'identité. Il s'agira de mener des entretiens non directifs sur la vie du quartier auprès de personnes représentatives de ce quartier. L'échantillon sera déterminé dès le début de l'étude mais devrait *a minima* comprendre 30 personnes : 10 personnes interpellées en identité culturelle, 10 personnes en identité catégorielle et 10 personnes en identité personnelle.

Livrables :

- 1) État des relations entre différents groupes de consommateurs se sentant par ailleurs appartenir au quartier.
- 2) Représentation de la consommation existant au moment de l'enquête et contribution des niveaux identitaires (habitant du quartier, consommateur de tel produit, personne unique) à l'élaboration de cette représentation.
- 3) Listing des facteurs facilitant la mobilisation de chacune des identités.

⁹Le RepMut est un logiciel d'analyse des relations intergroupes conçu par le laboratoire Socio-Psychologie et Management du Sport de l'Université de Bourgogne et actuellement développé grâce à un financement Synerjinov. Il utilise une méthodologie adaptée des travaux sur les représentations sociales et doit permettre à terme un diagnostic rapide et automatique des relations intergroupes ou inter-catégorielles.

Axe 3 : Producteurs, distributeurs, collectivités locales : quel accompagnement vers une consommation éco-responsable des habitants de Fontaine d'Ouche ?

Au-delà donc d'une approche stricte du consommateur final, nous tenterons ici de mesurer l'implication des entreprises et des distributeurs du quartier de Fontaine d'Ouche au niveau de la consommation responsable, puis à réfléchir avec eux aux moyens de ne pas entraver la consommation responsable, mais au contraire de l'encourager, et d'en tirer un avantage concurrentiel. Une réflexion sera conduite sur leur comportement en matière d'achats. Cette démarche sera complétée par une analyse identique sur les services publics.

L'évolution du comportement des consommateurs est en cours. De nombreux producteurs alimentaires s'en inquiète à l'échelle planétaire afin de mieux en comprendre les orientations. Les produits de terroir, les appellations d'origine et les divers labels, les circuits courts, la valorisation des produits agricoles, sont présentés comme des réponses en marche, voire comme un savoir faire français et bourguignon. La transition socio-écologique ne se limitera pas à la recherche de technologies respectueuses de l'environnement, ni de mesures économiques contraignantes. C'est avant tout une série d'innovation sociale qui feront évoluer les comportements, en particulier au niveau de la consommation.

« Les consommateurs isoleront leurs logements, ils remplaceront leur voiture par une autre plus petite, ils marcheront, prendront des transports en commun. Ils seront moins mobiles.

Les entreprises réorganiseront leur logistique, innoveront en termes de produits et de processus, relocaliseront certaines activités, elles placeront leurs entrepôts près des gares, abandonneront les matières plastique pour le bois, rendront des produits plus facilement réparables ou les recycleront davantage.

Les États aménageront le territoire en prenant en considération le coût croissant du transport. Ils favoriseront les énergies renouvelables et les technologies fossiles "propres". »¹⁰

Ce travail sera aussi l'occasion de voir comment les évolutions liées à la transition socio-écologiques peuvent être portées par les réflexions, les dispositifs et les dynamiques impliqués par les productions de terroir, particulièrement avancées en France et en Europe du sud. Outre les aspects techniques qu'elles supposent (cahier des charges, aire géographique, inscription dans les savoir-faire et les usages locaux), elles réactivent un imaginaire du lieu et de l'identité territoriale, et modifient le regard sur la production et la consommation. Si la prise de conscience territoriale et la dimension communautaire, voire coopérative, sont présentes chez les acteurs des filières concernées, quelles sont les motivations des consommateurs, au-delà d'une recherche de la typicité organoleptique et de la distinction sociale ? La dimension de développement local durable est-elle présente ? Comment se manifeste-elle dans les comportements ? Quels liens sont établis avec la consommation bio, avec le commerce équitable, avec les « local food systems » et autres démarches de « locavores » ? Toutes ces questions pourront être intégrées à l'enquête sur les pratiques de consommation, de décision d'achat et d'achat.

Méthodologie et livrable

La première recherche-action concerne le comportement des entreprises en matière d'achat, d'une part, et à mesurer l'implication des entreprises et des distributeurs bourguignons au niveau de la consommation responsable, puis à réfléchir avec elles aux moyens de ne pas entraver la consommation responsable, mais au contraire de l'encourager, voire d'en tirer un avantage concurrentiel. La seconde

¹⁰ Commission Européenne, *Le monde en 2025*, p. 23

analyse concerne les responsables des collectivités publiques dont la consommation a un impact économique important et doit constituer un exemple aux yeux des citoyens. La troisième étude vise à analyser les pratiques de consommation, de décision d'achat et d'achat des habitants du quartier de Fontaine d'Ouches. Les résultats seront analysés et interprétés par des groupes d'habitants en référence à leurs définitions personnelles du bien être, des démarches qu'ils sont prêts à entreprendre pour l'améliorer et ce qu'ils attendent des entreprises et des pouvoirs public pour développer la consommation responsable.

Les trois analyses suivent le même protocole méthodologique :

- Une enquête par questionnaire auprès d'un échantillon représentatif fait l'objet d'un dépouillement quantitatif (tableaux simples et croisés) et d'une analyse qualitative (analyse factorielle des correspondances croisée avec une classification ascendante hiérarchique) qui permet de dégager des profils de comportement
- Des entretiens individuels auprès d'individus les plus représentatifs de chaque profil permettent d'approfondir les profils
- Un débat entre les personnes interviewées poursuit cette exploration

Elles se concluent par un rapport.

L'accompagnement à l'organisation d'un marché de proximité intégrant toutes les bonnes pratiques identifiées et analysées par les scientifiques et les parties-prenantes de l'étude pourrait constituer, à côté du projet de plateforme collaborative, un aboutissement de proximité, et médiatiquement valorisable pour les acteurs du quartier, et tous les parties-prenantes du projet.

Axe 4 : Fontaine d'Ouche : vers une transition socio-[techno] écologique

A la suite des conclusions prospectives de la première phase, des conclusions sur les représentations identitaires consuméristes et des indications sur les critères de mobilisation des forces citoyennes de la deuxième phase, il s'agit ici d'envisager les possibles dispositifs d'accompagnement de la transition socio-écologique du quartier Fontaine. Nous centrerons notre analyse sur l'étude des espaces de réflexivité où les personnes pourront exprimer leurs craintes, mais aussi valoriser les actions réussies, explorer leurs attitudes en fonction des situations, développer leur sentiment d'efficacité personnelle et collective. Ces réflexions doivent se comprendre comme la base discursive de prises de décisions collectives et individuelles favorisant la consommation responsable et durable. Ces réflexions s'inscrivent de fait dans une interrogation empirique du concept habermassien d'Espace Public (Habermas, 1993).

Un dispositif TIC¹¹ au service de l'accompagnement vers une consommation durable ?

De tels espaces existent déjà : Les commissions de quartier. Les commissions de quartier rassemblent des habitants volontaires tirés au sort pour siéger dans le cadre d'un mandat de 6 ans. Leur mission consiste à « [...]prendre en considération les besoins des habitants afin d'améliorer leur quotidien »¹². Si le rôle consultatif des commissions de quartier n'est pas à négliger, les thématiques abordées sont liées à des problèmes immédiats de proximité et d'habitat restreints à une certaine urgence (aménagement d'un square avec des bancs publics, etc.). Dès lors, comment sensibiliser les habitants de Fontaine à la thématique du développement durable et de la consommation responsable ? Comment faire émerger une concertation pérenne sur le développement durable du quartier et de ses acteurs économiques ? Comment accompagner la nécessaire transition socio-écologique du quartier en partant notamment du prisme de l'activité commerciale et économique ?

¹¹ Technologie de l'Information et de la Communication

¹² Site web de la municipalité de Dijon : <http://www.dijon.fr/les-conseils-de-quartier!0-66/>

Pour ce faire, nous proposons, compte tenu du taux d'équipement de plus en plus développé en matière de technologie de l'information et de la communication, de réfléchir à la mise en place d'un dispositif socio-technique innovant pour diffuser les bonnes pratiques de consommation durable. Nous questionnerons l'hypothèse d'une plateforme d'échange numérique expérimentale accessible de postes fixes (équipement à la maison, Espace Public Numérique) ou mobiles (smart phones, tablettes, ordinateurs portables), qui pourraient permettre à terme de mobiliser tous les acteurs locaux impliqués dans l'invention, la diffusion et la réception des bonnes pratiques de consommation durables que nous aurons identifiées dans les 3 phases précédentes.

La construction d'une plateforme numérique d'échange entre habitants du quartier pourrait jouer ce rôle de dispositif à la fois de diffusion de l'information, d'espace de discussions, de mobilisation des habitants à l'éco-responsabilité, ainsi qu'à l'initiative et l'innovation socio-écologique. L'hypothèse de la plateforme collaborative s'inscrit d'ores et déjà dans un projet de recherche menée dans le cadre de la MSH Dijon et dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'ADEME Bourgogne.

Verrous scientifiques

Mais le contour d'un tel dispositif socio-technique demeure à définir, dans la mesure où le déterminisme technique ambiant doit être dépassé au profit d'une approche raisonnée et critique de l'efficacité collaborative et participative de cette éventuelle future plateforme. La mise en place de cet outil sera soumise à des verrous scientifiques dont nous proposons une liste non-exhaustive :

- La logique de l'accès : Les habitants du quartier de la Fontaine d'Ouche ont-ils tous accès aux TIC et à Internet ?
- Les leviers et les freins d'intelligence collective en ligne : Comment arriver à mobiliser les habitants et les autres acteurs des quartiers autour d'une plateforme d'échange en ligne ?
- La socialisation électronique : comment accompagner ou susciter une socialisation en ligne, qui puisse rendre effective la collaboration entre tous les usagers du dispositif ?
- L'ergonomie des interfaces et les environnements d'usage : Compte tenu du taux d'équipement et des usages des TIC à identifier, quelle type d'interface semble la plus appropriée pour faciliter l'appropriation du dispositif par les habitants ?
- L'articulation avec les espaces de discussions : les commissions de quartier constituent des espaces publics restreints (Miège, 2010) qui traduisent l'opinion publique des habitants et font pression sur les décisions politiques. Comment la plateforme d'échange numérique s'intégrera-t-elle à côté des autres dispositifs consultatifs ?
- La « durabilité » de la consommation en ligne : Est-ce que la consommation de services et d'information sur Internet est-elle elle-même éco-responsable ?

Méthodologie et livrable :

- *Phase documentaire / état de l'art* : étude des solutions techno-sociales d'accompagnement à la transition socio-écologique
- *Phase quantitative* : Une série de questions posées dans le cadre de l'enquête Phase 2 sur l'usage des dispositifs numériques et le taux d'équipement TIC des habitants du quartier Fontaine
- *Phase qualitative* : Une série d'entretiens exploratoires auprès des acteurs de l'intelligence collective du quartier Fontaine en nous focalisant sur les membres de la commission de quartier.
- *Phase ethnométhodologique* : Observation d'une commission de quartier pour comprendre la dynamique communicationnelle des acteurs impliqués
- *Rapport de synthèse sur la pertinence, les normes et la forme d'une plateforme collaborative* pour accompagner les acteurs du quartier vers une consommation éco-responsable

ORGANISATION DE LA PROPOSITION « Villes en transition »

FORCES VIVES SCIENTIFIQUES DU PROJET : La MSH DIJON et l'ADEME

La MSH Dijon mobilise pour ce projet les chercheurs de 4 laboratoires : CESAER (Sciences économiques et sociales appliquées aux mondes ruraux), CIMEOS (Sciences de l'Information et de la communication), SPMS (Psycho-sociologie), THEMA (Géographie et aménagement du territoire). La MSH Dijon représente l'Université de Bourgogne dans le cadre du projet européen « New life » (7^{ème} PCRD), coordonné par le réseau CA ENTI, et qui envisage la notion de bien être dans le cadre de la transitions socio-écologique en Europe. La MSH Dijon consacre l'un de ses axes stratégiques de développement à la thématique « Territoire et environnement » et coordonne les partenariats scientifiques des chercheurs SHS du Grand Campus avec le Conseil Régional de Bourgogne (projet PARI).

L'ADEME participe à la mise en oeuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'agence met à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en oeuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la qualité de l'air et la lutte contre le bruit.

EXPERIENCE DE L'EQUIPE INTERDISCIPLINAIRE / PROJET SIGNIFICATIF

Au-delà des compétences SHS sur l'appréhension des modes de consommation dans le cadre de la transition socio-écologique que nous déclinons, pour chacun des chercheurs, dans les CV que nous annexons à notre proposition, nous souhaitons insister ici sur un projet innovant qui symbolise l'expertise interdisciplinaire que la MSH Dijon autorise, ainsi que la politique partenariale qui est la notre pour mener à bien notre réflexion sur les villes en transition.

En région Bourgogne, l'ADEME souhaite innover en concentrant ses efforts sur une approche SHS (Sciences Humaines et Sociales) et transdisciplinaire de ces deux axes. En effet, sont appelées à l'exercice non seulement la psychologie, la sociologie mais aussi les sciences économiques, juridiques, l'histoire, la géographie, l'anthropologie et l'épistémologie, les sciences politiques, les sciences de l'éducation, les sciences de l'information et de la communication, les sciences de gestion (management), les sciences de l'écologie (éthologie, biologie...) et des sciences émergentes (neurosciences par ex...). L'ADEME a donc sollicité la MSH Dijon pour assurer la maîtrise d'œuvre d'une plateforme SHS qui mobilisera les compétences, connaissances et les énergies d'acteurs de l'environnement et du développement durable (établissements de recherche, associations, entreprises, collectivités territoriales, etc.) pour étudier le comportement des citoyens (et principalement les citoyens bourguignons) face aux enjeux multiples de la transition socio-écologique.

CALENDRIER DES OPERATIONS (Cf DIAGRAMME)